

A large, faint, grey background graphic featuring a central gear. Surrounding the gear are various icons: a calculator, a speech bubble, a thought bubble with a question mark, a dollar sign, a microphone, and a globe. The main title is centered over this graphic.

Baromètre sur le financement et l'accès au crédit des PME

- Vague 15 -



Octobre 2012



- Etude réalisée pour :** KPMG et CGPME
- Echantillon :** Echantillon de **402** dirigeants d'entreprise, représentatif des **entreprises françaises de 10 à 500 salariés**.
Afin de disposer d'effectifs suffisants par secteur et taille de l'entreprise, l'échantillon a été raisonné, puis chaque catégorie a été ramenée à son poids réel lors du traitement informatique des résultats. L'échantillon a été stratifié par région.
- Mode de recueil :** Les interviews ont eu lieu par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées.
- Dates de terrain :** Du 17 au 21 septembre 2012

Rappel Méthodologie des précédentes vagues d'enquête :

- Juin 2012 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 29 mai au 5 juin 2012
- Mars 2012 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 20 au 26 mars 2012
- Décembre 2011 : Etude réalisée auprès de 403 dirigeants d'entreprise, du 13 au 19 décembre 2011
- Septembre 2011 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 14 au 20 septembre 2011
- Juin 2011 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 23 au 30 mai 2011
- Mars 2011 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 14 au 18 mars 2011
- Décembre 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 09/12/2010 au 14/12/2010.
- Septembre 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 13/09/2010 au 17/09/2010.
- Juin 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 07/06/2010 au 10/06/2010.
- Mars 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 22/03/2010 au 26/03/2010.
- Janvier 2010 : Etude réalisée par téléphone auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 06/01/2010 au 12/01/2010.
- Septembre 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 14/09/2009 au 21/09/2009.
- Juin 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 27/05/2009 au 05/06/2009.
- Février 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 16/02/2009 au 20/02/2009.

Retrouvez les sondages et analyses de l'ifop sur



Site web



Alertes d'actualité



Facebook



Twitter



iPhone et iPad

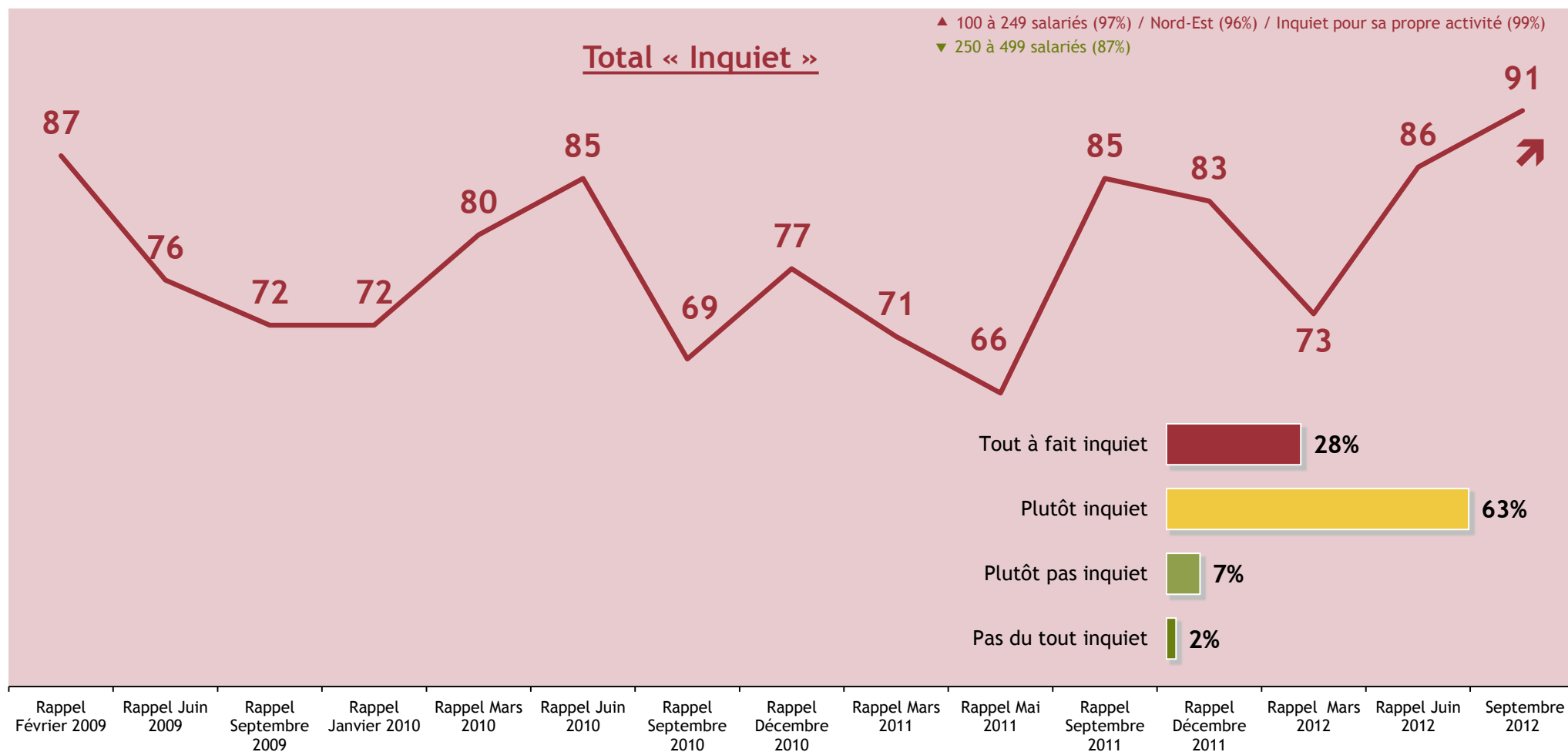
La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
Et si l'effectif est...	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **400** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **3**. Le vrai pourcentage est donc compris entre **7%** et **13%**.

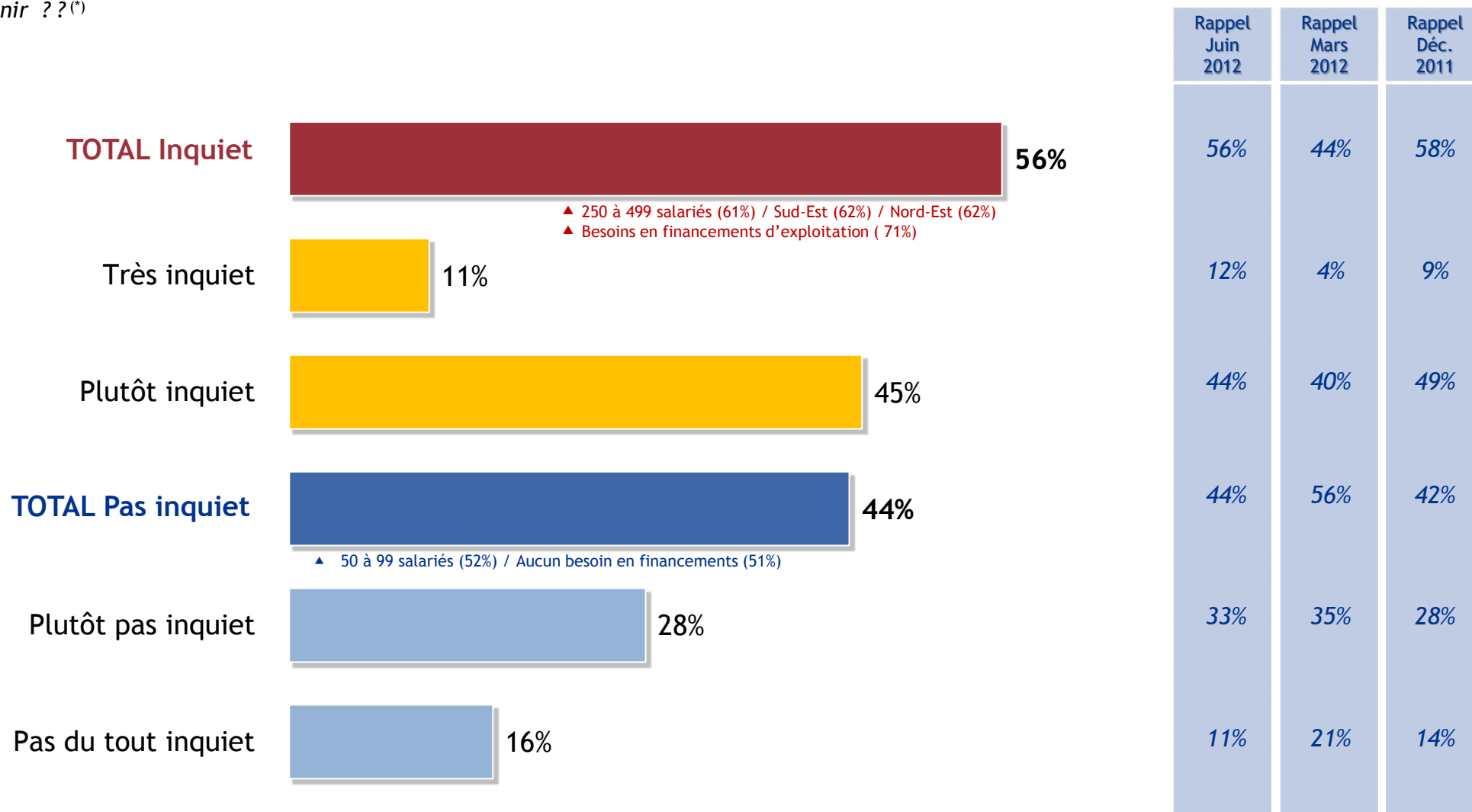
A | L'impact du contexte économique sur les demandes et l'accès au crédit des PME

Question : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet **pour l'économie française** ?



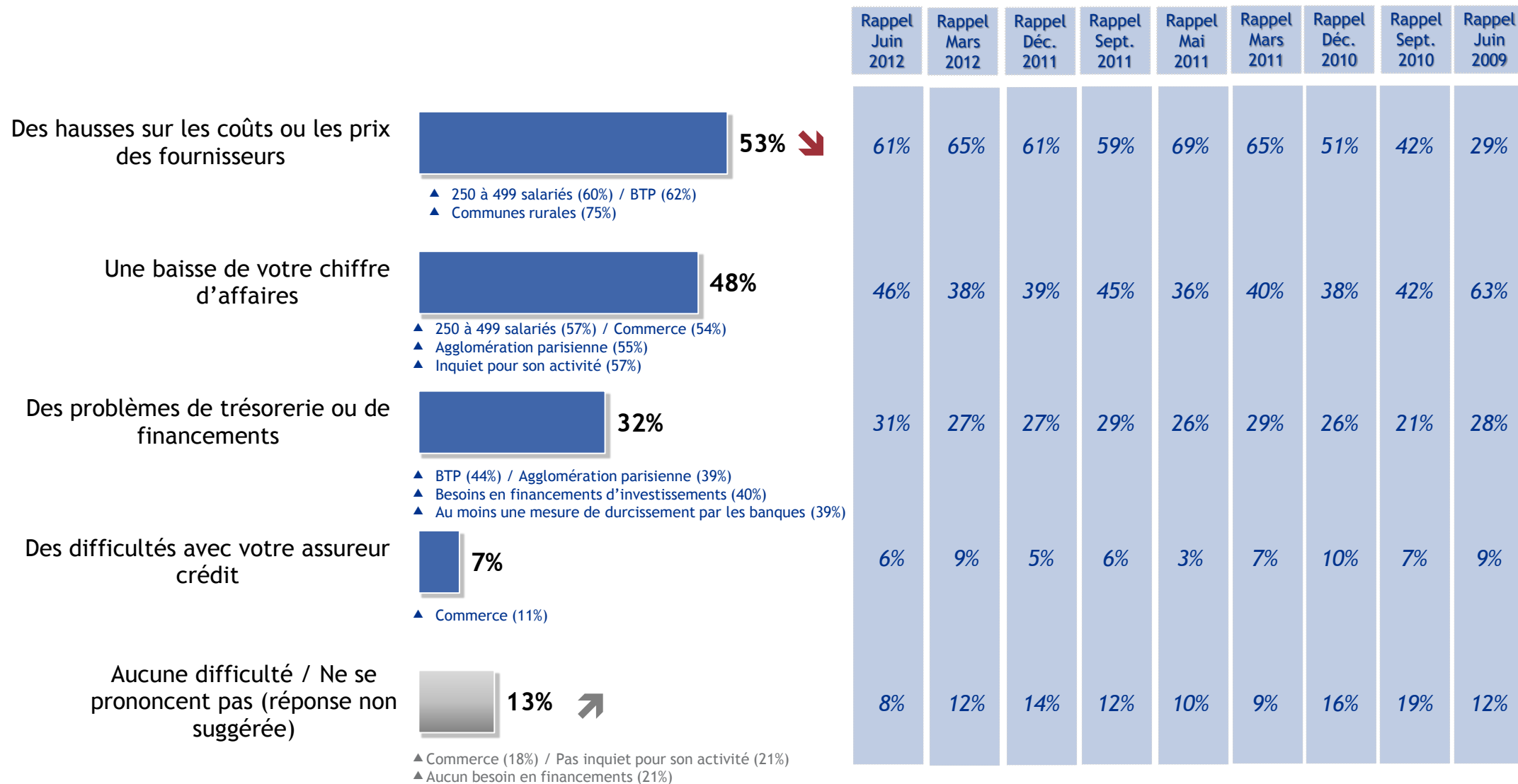
(*) Jusqu'en juin 2010 l'intitulé exact de la question était : « Vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ? »

Question : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout inquiet pour votre activité pour les mois à venir ?? (*)

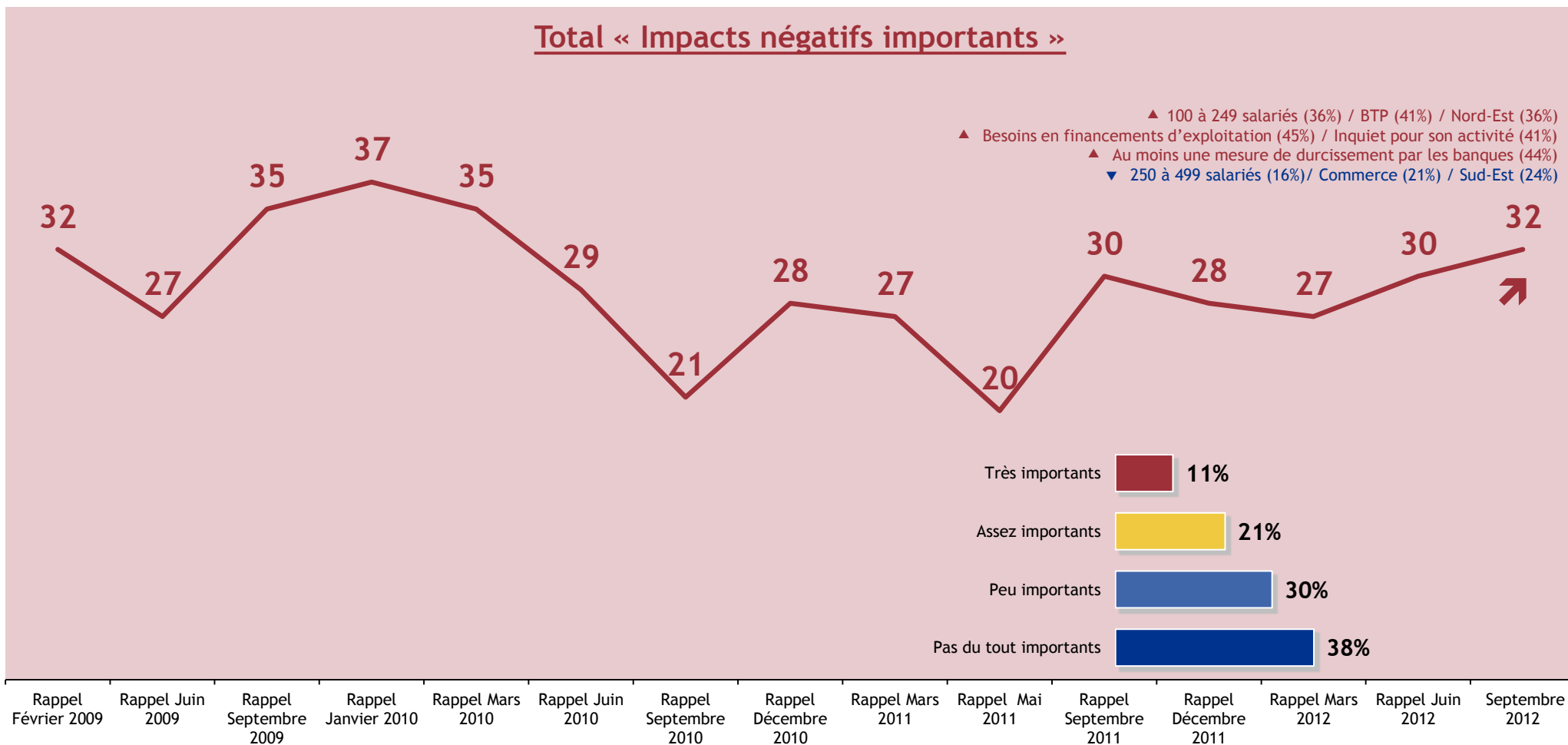


(*) Jusqu'en juin 2012 l'intitulé exact de la question était : « Vous personnellement, en pensant à l'année 2012, diriez-vous que vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout inquiet pour votre activité ? »

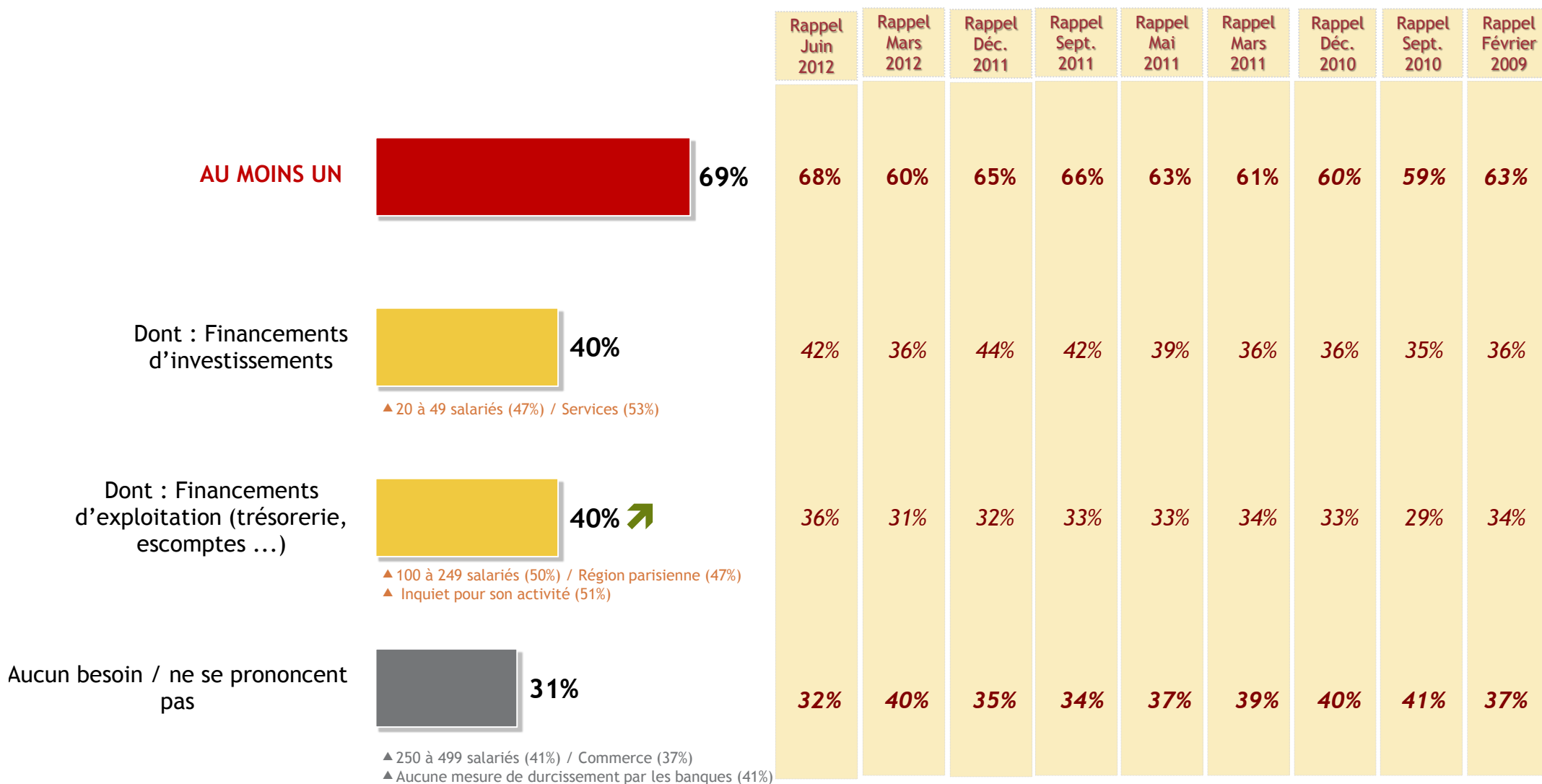
Question : Quelles sont les principales difficultés que votre entreprise rencontre aujourd'hui ?



Question : Est-ce que la situation économique actuelle a des impacts négatifs sur vos conditions d'accès aux crédits auprès de votre (vos) banque(s) ? Des impacts négatifs ...



Question : *Quels sont actuellement vos besoins de financements ?*



Question : De quels types de crédits avez-vous besoin pour financer vos investissements ?

Des crédits pour des investissements de remplacement ou d'entretien pour votre exploitation : matériel, locaux, etc.



- ▲ Industrie - BTP (69%)
- ▲ Aucune mesure de durcissement par les banques (63%)

Des crédits pour des investissements d'équipement, véhicules, informatique, etc.



- ▲ Commerce (58%)

Des crédits pour des investissements d'innovation : technologies, process, etc.



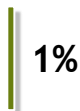
- ▲ Pas inquiet pour la situation économique (35%)

Des crédits pour des acquisitions de développement : achats, fusions d'entreprises, etc.

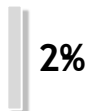


- ▲ 50 salariés et plus (32%)

D'autres types de crédit



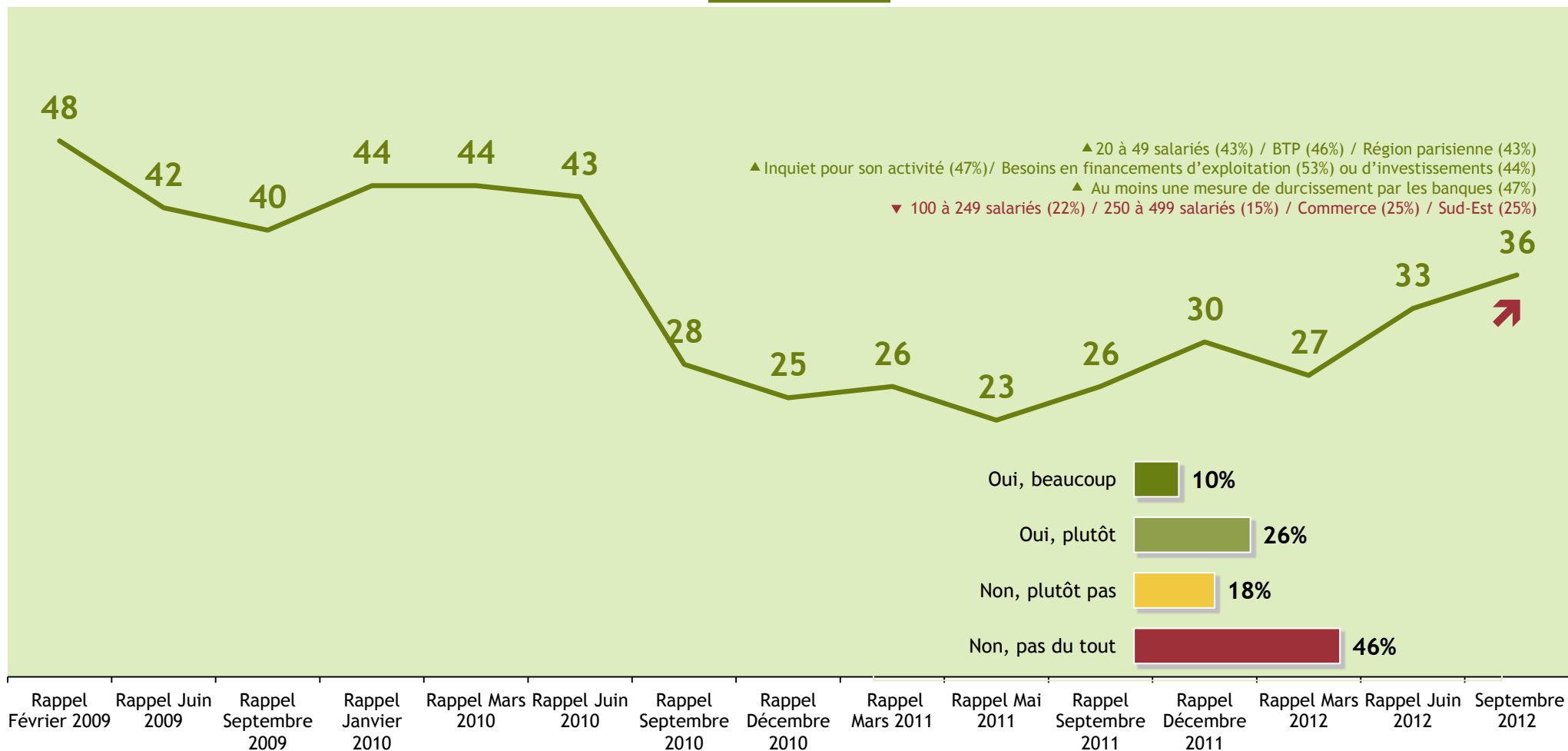
Ne se prononcent pas



	Rappel Juin 2012	Rappel Mars 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Sept. 2011	Rappel Mai 2011	Rappel Mars 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Sept. 2010	Rappel Fév. 2009
Des crédits pour des investissements de remplacement ou d'entretien pour votre exploitation : matériel, locaux, etc.	66%	61%	54%	49%	51%	45%	57%	48%	63%
Des crédits pour des investissements d'équipement, véhicules, informatique, etc.	37%	39%	41%	41%	47%	44%	53%	54%	35%
Des crédits pour des investissements d'innovation : technologies, process, etc.	28%	24%	13%	21%	19%	18%	19%	21%	18%
Des crédits pour des acquisitions de développement : achats, fusions d'entreprises, etc.	27%	28%	28%	30%	19%	31%	21%	24%	24%
D'autres types de crédit	1%	2%	1%	-	-	5%	-	1%	1%
Ne se prononcent pas	-	1%	1%	1%	-	3%	-	1%	-

Question : Est-ce que, en raison de difficultés d'accès au crédit, vous vous restreignez dans vos investissements et vos demandes auprès de votre (vos) banque(s) ?

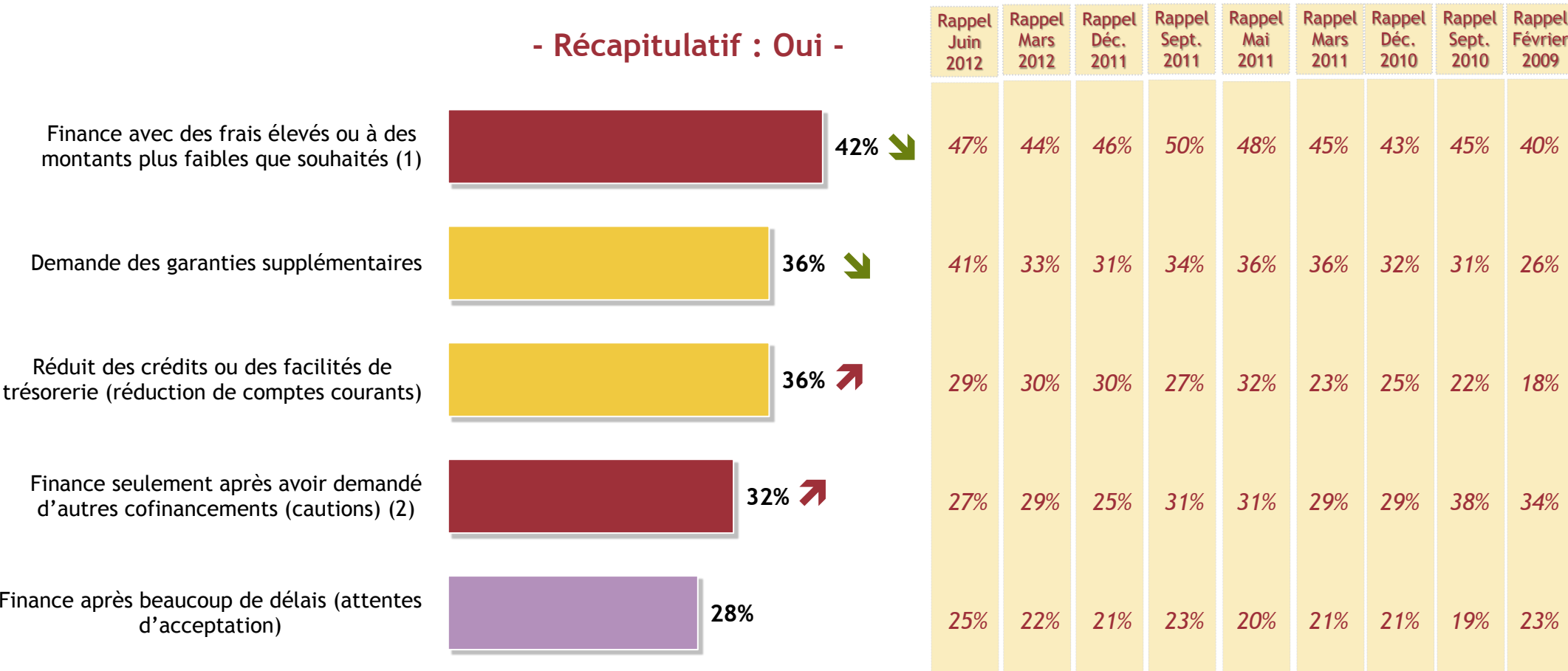
Total « Oui »



B | Le regard des PME sur les relations avec les banques

Question : Est-ce que votre banque ... ?

- Récapitulatif : Oui -



Au moins une mesure de durcissement : 66% ↘

Rappel Juin 2012 : 73% / Rappel Mars 2012 : 68% / Rappel Décembre 2011 : 68% / Rappel Septembre 2011 : 71% / Rappel Mai 2011 : 74% / Rappel Mars 2011 : 70% / Rappel Décembre 2010 : 64% / Rappel Septembre 2010 : 68% / Rappel Juin 2010 : 81% / Rappel Mars 2010 : 76% / Rappel Janvier 2010 : 75% / Rappel Septembre 2009 : 77% / Rappel Juin 2009 : 64% / Rappel Février 2009 : 59%

▲ BTP (76%) / Besoins en financements d'exploitation (79%) / Sud-Ouest (75%)

▼ Industrie (55%) / Aucun besoin en financements (56%)

(1) Jusqu'en mars 2010, l'intitulé exact était : « Finance avec des taux ou frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités. »

(2) Jusqu'en juin 2010, l'intitulé exact était : « Finance seulement après avoir demandé d'autres cofinancements ou des garanties (cautions) »

Question : Compte tenu de votre relation avec votre ou vos banque(s), envisagez-vous ... ?

- Récapitulatif : Oui -

D'examiner les conditions d'autres banques concurrentes



41% ↘

- ▲ Nord-Est (49%) / Sud-Ouest (46%) / Agglomération parisienne (46%)
- ▲ Au moins une mesure de durcissement par les banques (53%)
- ▲ Besoins en financements d'investissements (47%) ou d'exploitation (51%)

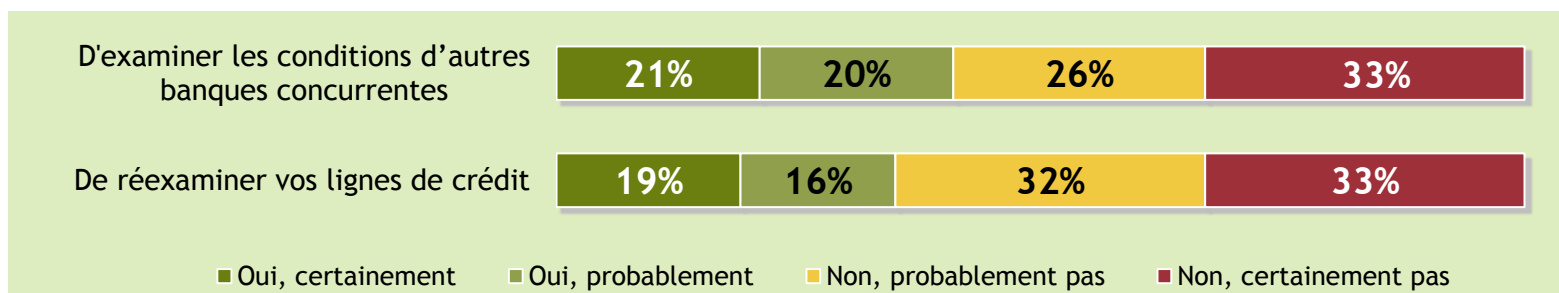
De réexaminer vos lignes de crédit*



35%

- ▲ 50 à 99 salariés (42%) / Services (41%) / Agglomération parisienne (42%)
- ▲ Besoins en financements d'exploitation (47%) ou d'investissements (42%)
- ▲ Au moins une mesure de durcissement par les banques (48%)

Rappel Juin 2012	Rappel Mars 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Sept. 2011	Rappel Mai 2011	Rappel Mars 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Sept. 2010	Rappel Février 2009
48%	48%	39%	40%	44%	47%	45%	39%	49%
35%	36%	36%	37%	33%	35%	40%	26%	49%

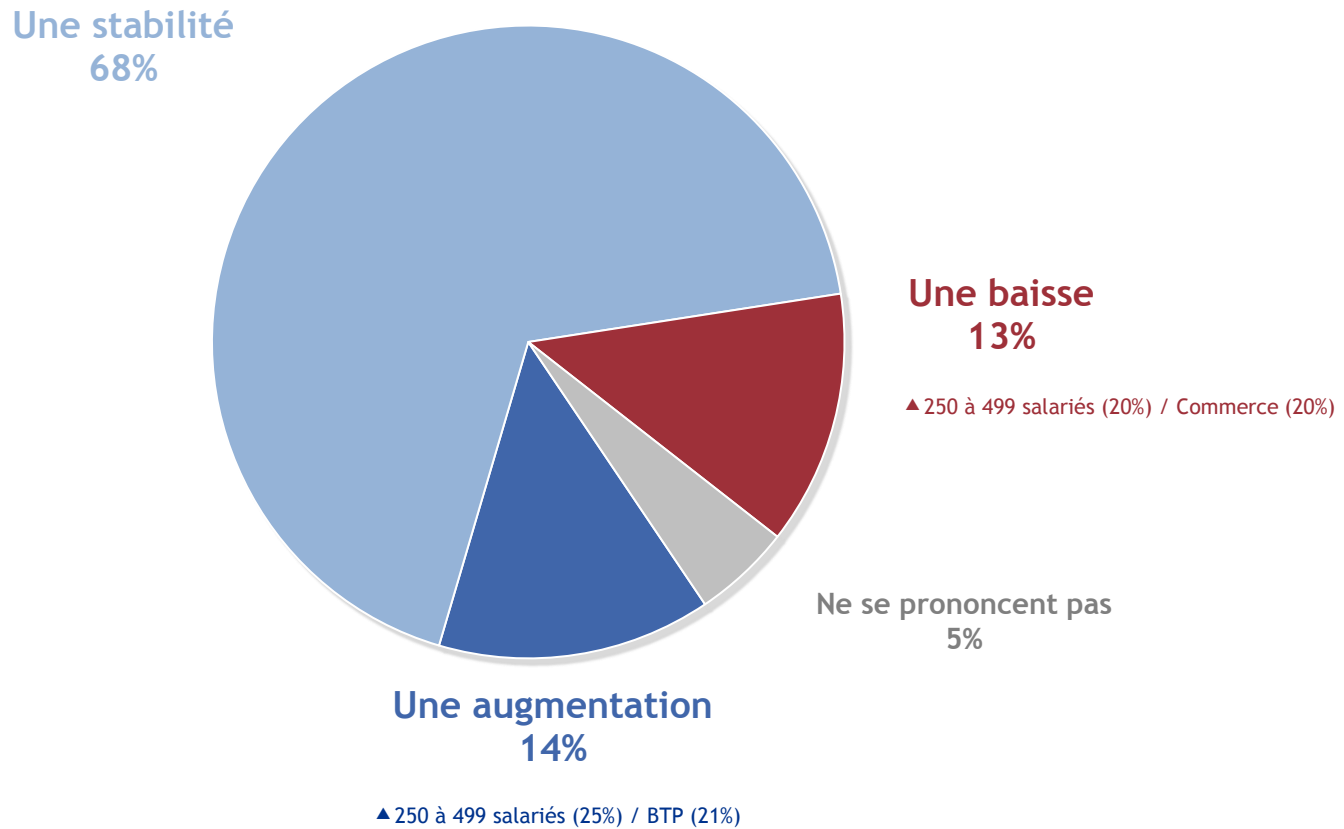


(*) Lors des vagues précédentes l'intitulé exact était : « Réexaminer vos placements, votre trésorerie, ou vos lignes de crédit. »

C | La situation des PME en matière de trésorerie et d'investissements

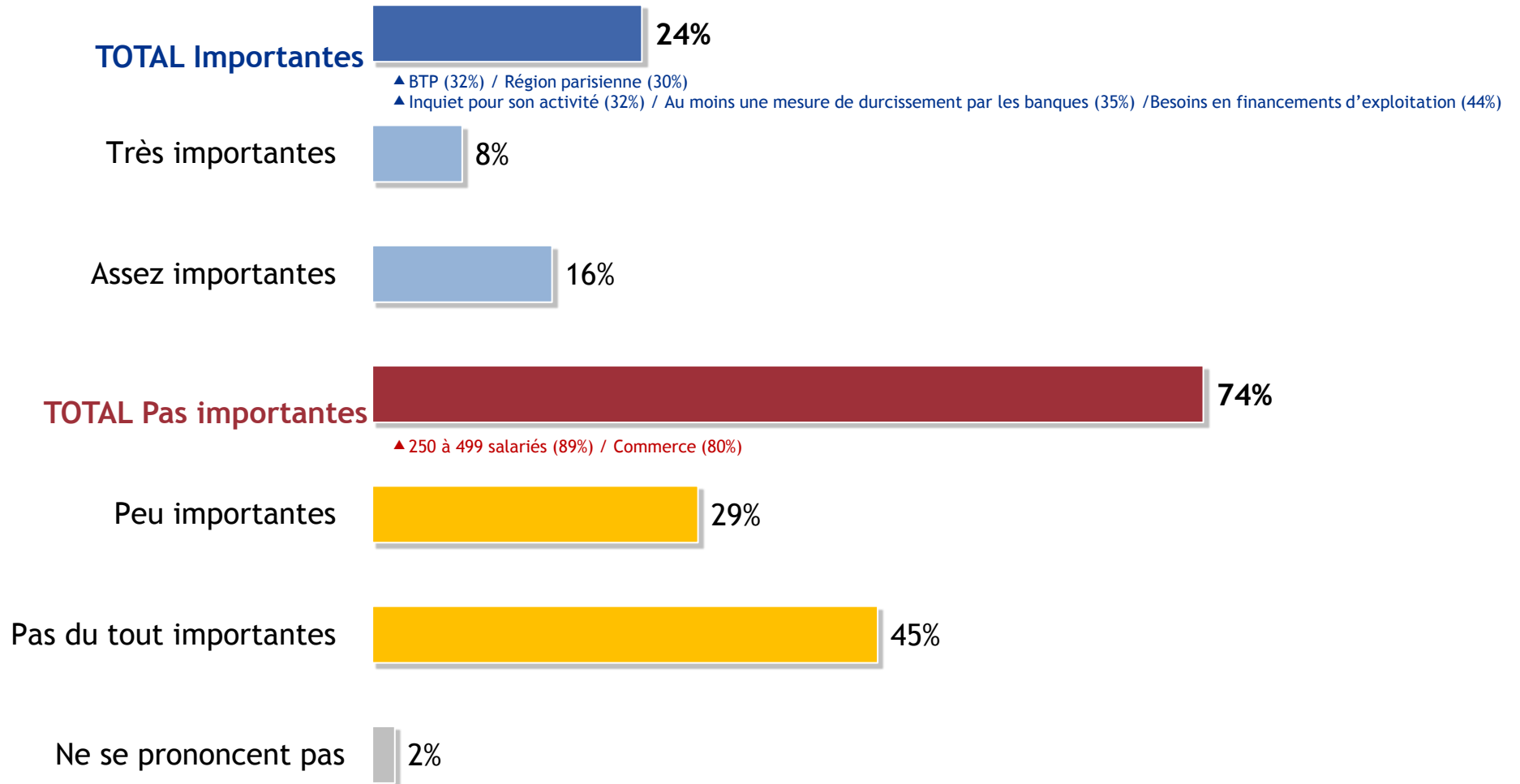
L'évolution des taux d'intérêt consentis par sa banque sur ses lignes de crédit

Question : En ce qui concerne les taux d'intérêt consentis par votre banque sur vos lignes de crédit habituelles, avez-vous observé au cours des derniers mois ... ?



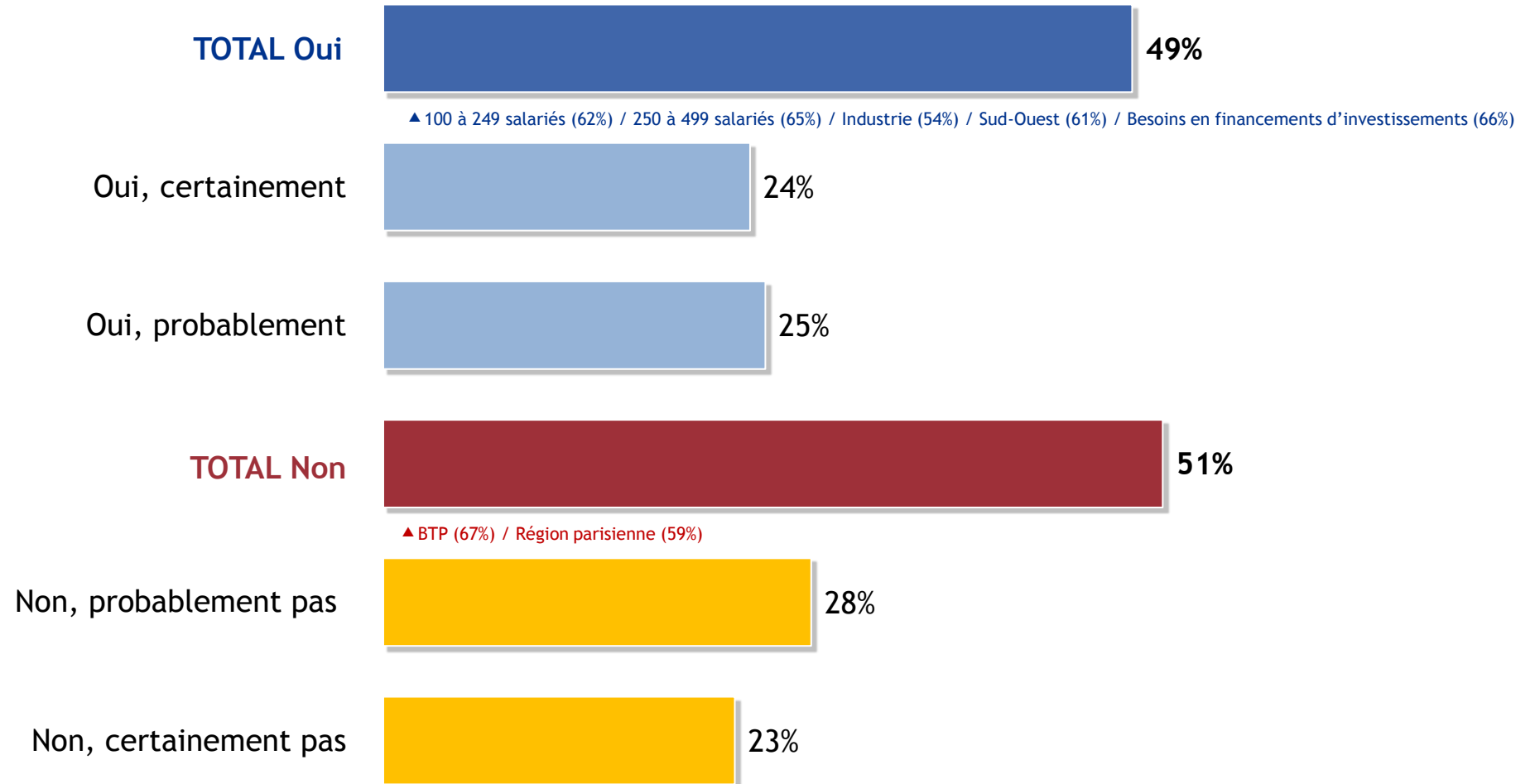
L'importance des difficultés pour obtenir des financements bancaires pour sa trésorerie

Question : Diriez-vous que vous avez des difficultés importantes ou pas importantes à obtenir des financements bancaires pour votre trésorerie ?



L'intention de réaliser des investissements au cours des prochains mois

Question : Compte tenu des perspectives d'activité de votre entreprise, avez-vous l'intention de réaliser des investissements au cours des prochains mois ?



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

91% des dirigeants interrogés par l'Ifop pour KPMG et la CGPME dans le cadre de la quinzième vague du baromètre du financement et de l'accès au crédit des PME se disent inquiets pour l'économie française. Ce niveau de pessimisme est le plus haut que ce baromètre, créé en juin 2009, ait pu mesurer jusqu'alors. Le niveau d'inquiétude s'établit ainsi 5 points au dessus du score mesuré en juin dernier, au lendemain de l'élection présidentielle, et 18 points au-delà de l'inquiétude mesurée à la veille du scrutin, en mars 2012 - période à laquelle il se situait en diminution (73% contre 83% en décembre 2011). Les craintes des chefs d'entreprise sont élevées non seulement en valeur absolue mais aussi en intensité : 28% se déclarent ainsi « tout à fait » inquiets face au contexte conjoncturel (là aussi le score le plus important enregistré depuis 2009). On note sur ce point que l'inquiétude affecte de façon plus marquée encore les entreprises de 100 à 249 salariés (97%) et celles implantées dans le nord est (96%). Le détail des réponses révèle également, et sans surprise, une corrélation entre l'inquiétude pour l'économie en général et le pessimisme à l'égard de sa propre activité (99%).

Si le pessimisme global s'accroît, les craintes relatives à sa propre activité en pensant aux mois à venir sont identiques à celles observées en juin dernier, à un niveau toujours majoritaire (56%). Les patrons d'entreprises de 250 à 499 salariés mettent en exergue une préoccupation plus forte pour leur entreprise (61%), à l'instar des interviewés faisant part de besoins en financements d'exploitation (71%). A l'inverse, une majorité des dirigeants de structures de 50 à 99 salariés (52%) ou n'ayant aucun besoin de financement actuellement (51%) n'ont pas d'inquiétude particulière pour les mois à venir.

En dépit des menaces que fait peser la situation économique sur les PME, les patrons sont un peu plus nombreux à déclarer ne rencontrer aujourd'hui aucune difficulté particulière (13% contre 8% au mois de juin, et même 18% dans le secteur du commerce), bien que ce score reste très faible. En outre, s'ils sont toujours la moitié à se montrer préoccupés quant à leur chiffre d'affaires (48% contre 46%), les dirigeants voient leur principale difficulté refluer, puisque 53% des patrons font face à des hausses sur les coûts ou les prix des fournisseurs contre 61% trois mois plus tôt. Autre point sensible, un tiers des chefs d'entreprise sont toujours confrontés à des problèmes de trésorerie ou de financements (32%, +1 point). L'existence de difficultés avec son assureur crédit impacte quant à elle 7% des dirigeants interrogés, soit 1 point de plus qu'en juin. Plus précisément, le secteur du BTP, dont les dirigeants ne sont que 4% à ne pas avoir d'éléments d'inquiétude, exprime une vive préoccupation à l'égard des hausses de coûts des fournisseurs (62%) et des difficultés de trésorerie (44%). Autre catégorie fragilisée, les entreprises de 250 à 499 salariés s'inquiètent plus que la moyenne des coûts des fournisseurs (60%) et de la baisse de leur chiffre d'affaires (57%). Cette diminution du chiffre d'affaires impacte également 54% des structures du commerce, et 55% des petites et moyennes entreprises de l'agglomération parisienne.

69% des dirigeants de PME ont aujourd'hui besoin d'obtenir un financement, que ce soit pour un investissement (40%, -2 points) et/ou pour un projet d'exploitation (40%, +4 points). Ce souhait de pouvoir accéder à un crédit pour le fonctionnement courant de l'activité enregistre son score le plus haut depuis la création du baromètre, au même niveau qu'en juin 2010. Les entreprises de 100 à 249 salariés (50%), les dirigeants de région parisienne (47%) et les patrons inquiets pour leur activité (51%) sont les plus nombreux à faire part d'un besoin en financements d'exploitation. On note que pour leur part, 47% des dirigeants de sociétés employant entre 20 et 49 salariés et 53% de ceux du secteur des services ont actuellement des investissements à financer.

A l'instar des enquêtes précédentes, la hiérarchie des types de crédits d'investissements envisagés reste inchangée. Toutefois, la part des patrons qui souhaitent obtenir des crédits pour le remplacement ou la modernisation de leur exploitation recule (50%, -10 points), au profit de ceux qui veulent acquérir ou renouveler leurs équipements (48%, +11 points). L'intention de souscrire des crédits d'innovation (23%), traditionnellement plus faible, diminue également, mais prime toujours sur les demandes de crédits pour des acquisitions de développement (21%). Les besoins en crédit pour des investissements liés à l'entretien de l'exploitation restent nombreux dans l'industrie et le BTP (69%), tandis que les demandes relatives aux investissements d'équipements concernent principalement le commerce (58%). Enfin, les entreprises de 50 salariés et plus attendent davantage que les autres d'obtenir des financements pour des acquisitions de développement (32% contre 22% dans le commerce et 13% dans l'industrie-BTP).

Contraignant sans doute leurs projets de développement, **32% des patrons interrogés déclarent que la situation économique a des impacts négatifs sur les conditions d'accès aux crédits auprès de leur banque.** En hausse de cinq points en six mois, cet indicateur affecte plus particulièrement les entreprises de 100 à 249 salariés (36%), le secteur du BTP (41%), la région nord est (36%), les dirigeants inquiets pour leur activité (41%) et enfin ceux qui expriment des besoins en financements d'exploitation (45%).

Confrontés à des difficultés d'accès au crédit, **36% des patrons de PME reconnaissent se restreindre dans leurs investissements et leurs demandes auprès des banques, 10% se contraignant même « beaucoup ».** Un tel score n'avait plus été mesuré depuis juin 2010 (43% à l'époque), cet indicateur progressant en outre de 9 points en six mois. Si seulement 15% des entreprises de 250 à 499 salariés et 25% des dirigeants issus du commerce déclarent se limiter dans leurs dossiers de crédits, plusieurs catégories de dirigeants freinent notablement leurs demandes : les entreprises de 20 à 49 salariés (43%), le BTP (46%) et les structures implantées en région parisienne (43%). Logiquement, dans la lignée de ce que l'on observait lors des précédentes vagues, les patrons ayant des besoins de financements d'exploitation ou d'investissements affirment en plus grand nombre réduire leurs demandes en raison de difficultés d'accès au crédit (respectivement 53% et 46%).

Par rapport à la précédente mesure réalisée en juin dernier, **une moindre part de dirigeants de PME fait le constat d'un durcissement des conditions de financement par les banques (66% quand même contre 73% il y a trois mois)**. Néanmoins, le secteur du BTP (76%), les entreprises du sud ouest (75%) et les dirigeants ayant des besoins en financements d'exploitation (79%) se révèlent plus durement impactés. A l'inverse, la situation semble meilleure dans l'industrie et dans les entreprises de 250 à 499 salariés, où respectivement 45% et 40% des dirigeants de PME estiment ne pâtir d'aucun facteur de durcissement (contre 34% en moyenne).

A l'image des précédentes éditions du baromètre, **le financement avec des frais élevés ou à des montants plus faibles que prévu reste le principal élément de garantie imposé par les banques (42%), bien qu'en recul sensible (-5 points depuis juin)**. Cette mesure devance toujours les demandes de garanties supplémentaires (36%), elles aussi moins nombreuses qu'en juin dernier (-5 points), et la réduction des crédits ou des facilités de trésorerie (36%), pour sa part en forte hausse (+7 points). Enfin, et constituant une autre mesure de durcissement en hausse, près d'un dirigeant sur trois pâtit de financements accordés en contrepartie de cofinancements (32%, +5 points) et/ou de délais d'octroi importants (28%, +3 points).

Assez logiquement compte tenu de l'amélioration des conditions de financement par les établissements bancaires, **la proportion de dirigeants déterminés à examiner les conditions d'autres banques concurrentes baisse de 7 points en trois mois, une option qui se maintient toutefois à un niveau important (41%)**. La tendance à mettre en concurrence les établissements, logiquement mise en exergue par une majorité de ceux qui constatent un durcissement des conditions d'accès au financement (53%), est par ailleurs plus répandue dans les services (45%), dans le nord est (49%), parmi les entrepreneurs inquiets pour leur activité (46%) ainsi que parmi ceux ayant des besoins en financements d'exploitation (51%) ou d'investissement (47%).

35% des PME se disent par ailleurs prêtes à réexaminer leurs lignes de crédit, cette proportion s'étant stabilisée depuis mars 2011. Malgré tout, plusieurs catégories de dirigeants restent enclins à remettre à plat leurs engagements sur ce point, notamment les entreprises de 50 à 99 salariés (42%), celles du secteur des services (41%) et les sociétés implantées en région parisienne (41%). En outre, 48% des patrons ayant constaté un durcissement des financements s'inscrivent dans une démarche de réexamen de leurs lignes de crédit, tout comme 47% des patrons ayant des besoins en financements d'exploitation.

Si l'on s'intéresse plus spécifiquement aux taux d'intérêt consentis par leur banque sur leurs lignes de crédit habituelles au cours des derniers mois, plus des deux tiers des patrons de PME interrogés disent n'avoir relevé aucune évolution particulière dans ce domaine (68%). 14% des patrons de PME interrogés ont constaté une augmentation de cet indicateur (dont 25% dans les entreprises de 250 à 499 salariés et 21% dans le BTP), une proportion certes faible mais qui appelle à demeurer vigilant, dans une période où les taux suivaient d'une manière générale une tendance baissière en France et au sein de la zone euro. A l'inverse, une part quasi-identique des dirigeants (13%) a relevé une baisse de ces taux. Si la stabilité est majoritaire pour toutes les catégories interrogées, la baisse des taux d'intérêts a surtout été constatée par les entreprises de 250 à 499 salariés (20%) et du secteur du commerce (20%).

Près d'un quart (24%) des dirigeants de PME affirme rencontrer des obstacles importants pour obtenir des financements bancaires pour leur trésorerie (dont 8% « très importants »), un score à mettre en regard avec les 32% qui déclarent fait face à des difficultés importantes de trésorerie. Ces problèmes de financement bancaire affectent davantage le BTP (32%), la région parisienne (30%) et les dirigeants ayant des projets de financements d'exploitation (44%) que la moyenne des PME. Les financements bancaires apparaissent en revanche moins problématiques pour les entreprises de plus grande taille (250 à 499 salariés, 11%) et pour le secteur du commerce (15%).

Enfin, signe qu'en dépit du contexte conjoncturel ou pour y faire face, la dynamique entrepreneuriale reste présente dans les PME, 49% d'entre elles affirment leur intention de réaliser des investissements au cours des prochains mois (49%), et plus particulièrement les entreprises de 100 à 249 salariés (62%) et celles de 250 à 499 salariés (65%). De même, les projets s'avèrent relativement nombreux dans l'industrie (54%) et dans le sud ouest de la France (61%). A l'inverse, la tendance est davantage à la prudence dans le BTP (33%) et en région parisienne (41%).